

Gaz Métropolitain entreprendra un projet d'expansion de \$250 millions au Québec

par Robert POULIOT

Gaz Métropolitain entreprendra un programme d'expansion de quelque \$250 millions d'ici la fin des années 70 et changera bientôt son nom pour tisser une véritable toile d'araignée de gaz naturel à travers le Québec.

Le projet, suggéré initialement par le gouvernement québécois dans son livre blanc sur l'énergie en novembre 1972, se réalisera à trois conditions:

- que Gaz Métro puisse absorber Gaz du Québec Inc., qui dessert déjà les régions de Sherbrooke et de Trois-Rivières, afin de financer l'expansion à même les revenus tirés à Montréal;
- qu'il y ait unification des tarifs de gaz naturel à travers la province afin de concurrencer les prix de l'huile de chauffage domestique et industrielle et permettre à Gaz Métropolitain de relever ses tarifs à Montréal;
- que l'Alberta autorise l'expédition de quantités suffisantes de gaz naturel au Québec pour alimenter le nouveau réseau trans-québécois.

Le projet d'expansion n'est en gestation que depuis quelques mois seulement, après que Gaz Métro ait reçu l'assurance de la part d'un grossiste albertain, Pan-Alberta Gas Ltd., d'obtenir les quantités requises pour planifier au cours des 25 prochaines années la décentralisation du réseau actuel, qui se limite principalement au marché de Montréal et de quelques milliers d'abonnés trifluviens.

Depuis 1957, les prix élevés du gaz naturel par rapport à l'huile de chauffage avaient freiné l'expansion du marché de la Corporation du Gaz Naturel du Québec, devenue Gaz Métropolitain en octobre 1969. Mais depuis un an, le gaz naturel se vend à des prix d'environ 30 pour cent inférieurs à ceux du pétrole raffiné.

C'est ce renversement de situation qui a finalement décidé Gaz Métro à aller de l'avant, d'autant plus que l'entreprise estime que l'escompte réalisé par les consommateurs de gaz naturel se maintiendra autour de 15 à

20 pour cent au cours des prochaines années.

En prenant le contrôle de Gaz du Québec Inc., Gaz Métro veut, dans un premier temps, relier les marchés isolés de Trois-Rivières et de Sherbrooke et s'en servir comme tremplin d'accès au plus riche marché de Québec.

Gaz du Québec, contrôlée à 100 pour cent par Northern and Central Gas Corp. Ltd. de Toronto, comme l'est à 81 pour cent Gaz Métro, a affiché des ventes brutes de \$721,000 en 1973 et des profits nets de \$58,000 en 1973. Ses principales sources de revenus étaient la vente de gaz naturel à Trois-Rivières, à même le gaz produit par Laduboro à Pointe-du-Lac, la distribution de gaz propane à Sherbrooke et le transport de gaz naturel destiné à la sidérurgie d'Etat Sidbec-Doceo à Contrecoeur.

Cette transaction permettrait en outre à Gaz Métro de financer l'expansion des actifs de Gaz du Québec à partir des revenus tirés du marché de Montréal, où le gaz naturel sert déjà une résidence sur trois.

Cette opération financière, anodine en soi puisqu'il s'agit tout bonnement de transferts d'actifs au sein d'un même groupe torontois (pour financer l'achat de Gaz du Québec, Gaz Métro compte émettre des obligations de \$1.8 million auprès de Northern and Central Gas et faire un paiement comptant de \$2.2 millions), sera avantageuse pourvu que la Régie du gaz et de l'électricité acquiesce à deux revendications futures de Gaz Métro:

- le relèvement des tarifs du gaz naturel à Montréal pour accélérer le financement du programme d'expansion à l'extérieur de la métropole;
 - l'adoption d'un tarif de gaz naturel à travers le Québec qui permettrait à Gaz Métro de transférer ses revenus à l'extérieur de Montréal pour réaliser ce financement.
- Si le tribunal québécois de l'énergie donne son feu vert au projet d'acquisition, Gaz Métropolitain Inc. changera alors de nom pour s'identifier

d'avantage au réseau trans-québécois qu'elle veut ériger.

Il ne restera alors plus qu'à s'assurer d'un débit de gaz albertain suffisant pour remplir les nouveaux gazoducs qui jalonnent la vallée du St-Laurent jusqu'à la Vieille Capitale, en passant par l'Estrie et la Mauricie.

A cet effet, Gaz Métro devrait signer dès cette semaine un contrat fort controversé avec TransCanada Pipe-Line pour acheminer des quantités additionnelles (48.5 millions de pieds cubes par jour au-delà des besoins actuels de 210 millions) de gaz à Montréal à compter du 1er novembre prochain.

Ce contrat, dont les termes devront être approuvés par la Commission nationale de l'énergie, obligera TransCanada à installer 55 milles additionnels de conduits le long du réseau entre le Québec et l'Alberta, forçant deux distributeurs ontariens, soit Union Gas et Consumer's Gas, à supporter une partie des coûts de cette expansion.

Ce nouveau bloc de gaz naturel fait partie d'un contrat initial de six ans conclu vendredi dernier par Gaz Métro avec un grossiste de l'Ouest, Pan-Alberta Gas Ltd., contrôlé partiellement par la province d'Alberta.

Un deuxième contrat devrait être signé d'ici juillet prochain avec Pan-Alberta Gas pour garantir à Gaz Métro des besoins additionnels de 4,200 milliards de pieds cubes d'ici 1998, soit 47 fois le débit de l'entreprise montréalaise en 1974.

Selon des évaluations préliminaires, la construction du réseau principal entre Montréal et Québec devrait coûter une centaine de millions de dollars. A cela, il faut ajouter les investissements de quelque \$150 millions requis pour élargir le réseau de Montréal et réaménager les réseaux existants de Sherbrooke et de Trois-Rivières. Enfin, TransCanada Pipe-Line, qui assure le transport interprovincial du gaz, et Alberta Gas Trunk Line, le transporteur qui relie les têtes de puits au réseau de TransCanada, devront investir pour relever leur capacité d'expédition.



Gaz Métropolitain changera bientôt d'image et réorganisera son équipe de direction autour du président Alfred Sharp afin de mener à terme un projet d'expansion de quelque \$250 millions au Québec. A gauche, Gilles Barbeau, jusqu'ici vice-président à la mise en marché et aux relations publiques, remplacera le principal artisan de ce programme d'expansion, M. Jacques Farmer, nommé le 1er avril directeur de la Commission nationale de l'énergie. Associé à l'entreprise depuis 25 ans, M. Farmer a été le principal instigateur des négociations de Gaz Métropolitain avec l'Alberta pour signer l'un des contrats d'approvisionnement les plus importants dans l'histoire du pays.

Une simple bactérie force à la liquidation une entreprise en pleine expansion...

par Jean-Paul Soulié

Une simple bactérie, la Salmonella Eastbourne, a réussi en un mois à jeter à terre une compagnie dont les ventes étaient passées de \$3 millions et demi en 1970 à \$11 millions en 1973. Cette année, la Régent Chocolates Limited, de Saint-Hyacinthe, et sa filiale Chocolate Novelties Co. Inc. espéraient atteindre un chiffre d'affaires record de \$15 millions. Les deux compagnies ont fermé leurs portes, il y a une dizaine de jours, parce que toute leur production de l'été dernier a été déclarée impropre à la consommation par le ministère de la Santé d'Ottawa.

Pourtant tout espoir n'est pas perdu. Le personnel de cadres de Regent Chocolates, comme beaucoup de gens à Saint-Hyacinthe, espèrent encore un prompt rétablissement, qui pourrait se manifester dès lundi prochain, lors de l'ouverture des offres d'achat demandées par le National Trust Company Limited pour la Banque de Commerce Canadienne Impériale. La Banque, en vertu de l'Article 88 de la Loi des Banques, a décidé de saisir et de mettre en vente par voie de soumissions l'usine et tous les biens de Regent Chocolates et de Chocolate Novelties.

Ce sont les services de santé américains qui ont les premiers découvert des bactéries dans le chocolat de la compagnie Regent. L'usine de Saint-Hyacinthe expédiait 55 pour cent de sa production de 18 millions de livres aux Etats-Unis, où ses ventes représentaient 10 pour cent du marché. Au début de février, certains produits fabriqués par Regent étaient retirés du marché. A la suite d'une enquête, le ministère canadien de la Santé annonça son ordre pour décider finalement, le 27 février, d'ordonner le retrait du marché de tous les



Il en coûtera de \$300,000 à \$500,000 pour débarrasser l'usine Regent de la terrible Salmonella Eastbourne.

chocolats Regent. Des traces de Salmonella Eastbourne avaient été découvertes dans plusieurs produits de la compagnie, ainsi qu'à son usine de Saint-Hyacinthe.

Immédiatement, les ventes de la compagnie tombaient, 150 employés sur 400 étaient mis à pied, et les comptes à recevoir passaient de \$3 millions et demi à \$221,304.

L'enquête des Services de Santé, tant Américains que Canadiens, avait porté sur la production de Regent d'avril 73 à octobre 73. L'industrie du chocolat est essentiellement saisonnière. Si l'usine de Saint-Hyacinthe travaillait 12 mois par année, et, au cours des derniers mois, avec trois équipes par jour, la vente de ses produits se faisait à Noël et à Pâques. Après le rappel des chocolats Regent décidé au mois de février, il ne restait plus assez de temps pour réapprovisionner les clients avant Pâques. D'autre part, le retour des produits contaminés par la Salmonella East-

bourne annulait les comptes des clients, sans pour cela mettre la compagnie à l'abri de possibles poursuites de tous les distributeurs commerçants à qui elle s'était engagée à fournir des chocolats.

"D'une position excellente, la compagnie est passée à une situation d'insolvabilité, explique M. Claude Mercure, syndic chargé de la vente de la compagnie Regent. Toute la marchandise a été retournée, même celle qui était bonne, et parfois même du chocolat qui ne venait pas de Regent".

La compagnie allemande, propriétaire de Regent Chocolates Limited, la Leonard Monheim (GMBH), aurait eu à réinjecter dans sa filiale près de \$5 millions, pour lui permettre de remonter la pente. De son côté, la Banque de Commerce Canadienne Impériale qui détenait les créances de Regent depuis le mois d'octobre 1973 était, en vertu de l'Article 88 de la loi des Banques, en droit de faire sai-

sir tous les biens de la compagnie pour tenter de récupérer les quelques millions de dollars qu'elle lui avait prêtés. C'est cette solution qui a prévalu, et lundi prochain les offres d'achat seront ouvertes et étudiées. La Banque s'est réservée le droit de les refuser si elle les juge insuffisantes.

"Plusieurs acheteurs possibles ont visité les installations et se sont dit intéressés, dit M. Réal Fafart, de la firme de syndics Mercure, Bêliveau et Associés. C'est une très belle usine, dotée d'une machinerie excellente et moderne".

Pour M. Rudy Pachl, vice-président et gérant général de Regent Chocolates Limited, la valeur de l'usine ne pose aucun problème. "Notre compagnie était en pleine croissance. Nous venions tout juste de terminer un programme d'expansion sur cinq ans, et toutes nos opérations étaient parfaitement claires et justifiées".

Pourtant, si l'usine est vendue, le nouveau propriétaire devra "faire la vaisselle". L'opération de nettoyage lui coûtera de \$300,000 à \$500,000 pour débarrasser totalement les installations de la terrible Salmonella Eastbourne.

Cette bactérie appartient à une famille qui compte une centaine de types distincts. Particulièrement dangereuse, la Salmonella Eastbourne provoque des indigestions, des diarrhées, des crampes abdominales, de la fièvre, des vomissements, et, en injection directe, la septicémie. Si les enfants et les vieillards sont ses victimes les plus courantes, il faut maintenant ajouter les compagnies de chocolats.

Pourtant, il semble bien que par le passé les Services de santé gouvernementaux n'aient pas relevé sa présence dans le chocolat qui était considéré comme un milieu trop sec pour lui être favorable. On la trouve parfois, selon les bactériolo-

gistes, dans les cuisses de grenouilles, et même dans les poules, les oeufs et les viandes, mais elle est quand même peu répandue.

L'étude par les Américains de certains cas d'empoisonnement devait, après les fêtes de Noël, faire découvrir 47 cas dus à la Salmonella Eastbourne. Immédiatement, des découvertes semblables étaient faites au Canada, et le mécanisme du rappel était mis en branle. Dans de telles circonstances, toute la publicité nécessaire à la protection du public est utilisée. Les fonctionnaires fédéraux, dans les cas d'urgence, peuvent faire appel à leurs collègues du ministère de l'agriculture des provinces, ainsi qu'aux services de santé municipaux. "Certaines compagnies disposent de leur propre mécanisme de rappel, précise M. René Mercier, du ministère de la santé, à Ottawa", mais la publicité est toujours nécessaire pour atteindre le consommateur chez lui".

TRUST GÉNÉRAL

paie sur les dépôts de 5 ans

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec



TRUST GÉNÉRAL DU CANADA
509 OUEST, BOUL. DORCHESTER, MONTREAL | 866-1611
10 OUEST, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL

VINCENT D'INDY, OULTRERONT, 739 3265

Vous pouvez utiliser ce coupon et le poster avec votre chèque à l'un de nos bureaux.

Ci-joint mon chèque au montant de \$..... (minimum \$500.00) pour lequel vous voudrez bien émettre un certificat de dépôt garanti pour une durée de 5 ans, au

Nom de Rue
No Ville Date

Signature

Ces taux sont susceptibles de changer sans avis préalable à ceux des conditions.

Nouvelle crise dans l'agriculture

par Michel ROESLER

L'agriculture québécoise est menacée d'une nouvelle crise qui risque, ce coup-ci, de remettre totalement en question la politique d'auto-suffisance du ministère de l'Agriculture.

Cette fois ce sont les producteurs de grains du Québec qui étalent publiquement leur mauvais humeur.

Regroupés dans une association, tout juste vieille de deux ans, l'Association des producteurs de grains industriels du Québec, ils sont quelques 300 agriculteurs qui produisent, par ordre d'importance, du maïs, du soya, du blé, de l'orge, de l'avoine, des haricots blancs et du lin.

A eux seul, il produisent 60 pour cent du maïs-grain vendu au Québec.

Pourquoi sont-ils mécontents? Ils ont plusieurs raisons mais la principale est qu'ils sont menacés de disparition à brève échéance, si le régime d'assurance-récolte du Québec n'est pas rapidement revu et corrigé.

Qu'on juge d'abord de leurs revenus. Ils sont faibles comparativement au capital investi, au travail fourni et aux risques encourus.

Une exploitation moyenne d'un producteur de maïs-grain est de 300 acres. Il en coûte \$160 par acre, pour produire entre 70 et 80 boisseaux de grains, si les conditions sont favorables. Au cours actuel du marché de Chicago, ces 80 boisseaux rapporteront \$224. Toutefois le profit brut est loin d'être de \$44.00.

Il se situe en moyenne autour de \$27.00, si on fait le calcul sur les cinq dernières années.

Pour être plus réaliste, 300

acres rapportent quelque \$8.000 annuellement. C'est vraiment très peu. C'est encore moins si on

compare ce revenu au capital investi: 300 acres de bonnes terres, peuvent coûter entre \$70,000 et \$90,000 aux

quels il faut ajouter entre \$50,000 et \$75,000 de machinerie agricole. Il suffit d'une année de

mauvaises récoltes pour mettre en l'air cet équilibre précaire et enfoncer un peu plus l'agriculteur dans le cycle infernal des emprunts.

Aussi, pour survivre, les producteurs de grains sont obligés de faire autre chose. Ils vendent ou ils louent de la machinerie agricole, font de la construction, coupent du bois, font du transport, etc...

Il leur reste un moyen de se protéger, c'est l'assurance récolte. Malheureusement ce système, loin de suffire à la tâche, se révèle incomplet, bureaucratique, et inadéquat.

Qu'on en juge: le maximum de remboursement que peut espérer un agriculteur est \$94.00 par acre, ce qui lui coûte en prime \$5.23. En Ontario le maximum est de \$126 de remboursement par acre pour une cotisation de \$3.70.

Au Québec, les délais de remboursement dépassent les six mois et l'assurance n'est pas négociable dans une banque ou n'importe quelle institution financière. En Ontario, le règlement du ministre a lieu au plus tard dans les 30 jours qui suivent la réclamation et les assurances sont négociables dans toutes les banques.

A cela il faut ajouter que si des intempéries empêchent le cultivateur de semer ses champs, il n'a droit à aucun

remboursement au Québec. Ce qui n'est pas le cas dans la province voisine.

Les producteurs de grains du Québec réclament la parité avec l'Ontario.

"Nous avons demandé au ministère de l'Agriculture de se pencher sérieusement sur ce problème, a déclaré à LA PRESSE, M. René Pepin, président de l'Association des producteurs de grains industriels du Québec. Nous attendons une réponse."

Le problème est sérieux, a-t-il insisté, parce que nos coûts de production sont plus élevés qu'aux Etats-Unis et que le maïs américain rentre au Québec à meilleur prix."

La qualité du maïs américain est moins bonne, paraît-il, mais les éleveurs québécois ne sont pas trop regardants quand il s'agit d'économiser quelques dollars, surtout lorsque les marges de profits sont faibles.

Alors si, le ministère de l'Agriculture n'intervient pas, la production de céréales et de maïs au Québec va diminuer et avec elle, l'espérance d'une auto-suffisance au Québec en matière de grains de provende.

Mais on peut se demander si avec le budget qu'il vient d'obtenir, M. Toupin, aura les moyens de corriger cette situation avant qu'il ne soit trop tard.

feux sur la fiscalité

Les compagnies de gestion de sociétés professionnelles

Il devient de plus en plus courant que les membres de sociétés professionnelles: avocats, comptables, notaires et ingénieurs, confient à une compagnie de gestion, dont ils sont les actionnaires, l'administration matérielle de leurs activités. Moyennant remboursement des frais, la compagnie s'engage à fournir le personnel et le matériel adéquatement utiles. A titre de rétribution, on lui verse un honoraire d'administration calculé habituellement sur les frais pris en charge.

C'est ce que fit un cabinet d'avocats d'Alberta. Mais, les autorités refusèrent de reconnaître la déduction en alléguant le caractère artificiel de toute l'opération.

De prime abord, le procès engagé par ces avocats contre le Ministère du Revenu national n'aurait pas particulièrement bien. Ils voulaient déduire de leur revenu les honoraires de gestion payés à une compagnie qui avait pris en charge l'administration de leur cabinet et dont leurs épouses étaient actionnaires.

Or, il y a plus de dix ans, la Cour Suprême du Canada avait jugé dans des circonstances assez analogues que la mise sur pied d'une telle compagnie et la déduction des honoraires possédait un caractère artificiel. D'autre part, l'avantage fiscal qu'ils recherchaient était patent: faire passer à leurs épouses une partie des bénéfices du cabinet sous la forme de ces honoraires. Or, malgré tout, ils

obtinrent gain de cause.

Pourtant, rien n'était changé au sein du cabinet. Tant avant qu'après la constitution de la compagnie, il y avait le même personnel, le même matériel et les frais qui devaient être acquittés étaient les mêmes. S'il y avait une différence, c'est que le Ministère du Revenu national se retrouvait perdant vu que l'existence de cette compagnie était, selon lui, prétexte pour déduire du revenu des associés un honoraire d'administration de 15 p. cent. Après l'acquiescement des impôts par la compagnie au taux privilégié d'alors de 25 p. cent sur la première tranche de \$35,000 du revenu imposable, ce montant devenait pour leurs épouses, par le truchement de dividendes, un revenu assujéti à un impôt personnel nettement moindre.

Toutefois, comme le tribunal le fit observer, la compagnie possédait une présence réelle et distincte du cabinet dont elle voyait à l'administration. Et son existence n'était pas seulement légale; son nom apparaissait à la porte de l'immeuble où elle avait ses bureaux et était inscrit dans l'annuaire téléphonique; de plus, la compagnie possédait son propre papier à lettres.

D'autre part, le tribunal constata qu'il y avait eu un transfert réel de responsabilités du cabinet à la compagnie. Par exemple, l'associé principal, qui devait consacrer auparavant une à deux heures par jour à l'administration du cabinet, pouvait main-

tenant dégager des heures supplémentaires à l'étude des affaires de ses clients.

Quant au rôle des épouses de la compagnie, la preuve est assez mince. Le tribunal remarqua que, ayant acquis avant leur mariage une certaine expérience des affaires, elles étaient capables de prendre en main les activités de cette compagnie. Le financement de l'achat des biens du cabinet par la compagnie fut fait grâce à des prêts bancaires qu'elles obtinrent sans la garantie de leur mari. De même, le bail fut négocié directement entre la compagnie et le locataire. Mais, à part ces quelques éléments, il semblerait que la marche quotidienne des affaires était du ressort de l'ancien gérant du cabinet qui était devenu un employé de la compagnie.

Notons que cette affaire relevait des dispositions de l'ancienne Loi de l'impôt sur le revenu dont l'application s'est terminée à la fin de 1971. Aujourd'hui, une compagnie ne peut profiter du taux d'imposition privilégié de 25 p. cent sur la première tranche de revenu de \$50,000 qu'à la condition que celle-ci découle d'une entreprise exploitée activement. Dans la plupart des cas, il n'y a aucune difficulté à reconnaître l'existence de cet élément au sein de l'entreprise. Quant aux compagnies de gestion de sociétés professionnelles, il semblerait que dans l'ensemble leurs activités soient suffisamment importantes pour qu'elles puissent prétendre au bas taux d'imposition. Toutefois, la présence et le rôle joués par une telle compagnie doivent être réels et non un pur prétexte pour réduire le paiement des impôts par les membres de la société.

Me Maurice Régulier, avocat, est associé du cabinet Siskman, Elliott, Tamaki, Mercier et Robb.

Les produits Imperial Tobacco Ltée



Robert Bégin, B. Comm., C.A.

La nomination de Monsieur Robert Bégin au poste de contrôleur vient d'être annoncée par M. Jean-Louis Mercier, vice-président aux finances de la société Les Produits Imperial Tobacco Limitée. Originaire de Montréal, M. Bégin, est entré au service de l'Imperial Tobacco en 1964. Il assumera désormais la responsabilité de l'ensemble des services financiers de l'entreprise — planification et contrôle. Les bureaux de M. Bégin sont situés au siège social de l'entreprise, à Montréal.

Grèves au Wash. Post et à UPI

WASHINGTON (AFP, UPI et PA) — La direction du quotidien "Washington Post" compte publier une édition entière du journal ce matin en dépit de la grève déclenchée, à 16 h hier, par 1,100 reporters, rédacteurs et photographes, membres de la Guilde des journalistes de Washington-Baltimore, affiliée à la Guilde des journalistes américains. Le syndicat réclame un mi-

nimum de \$500 par semaine pour les cadres en mesure de prouver leur longue expérience, soit une augmentation de \$100 sur le minimum actuel. Le "Post" a offert une hausse de \$48.25 échelonnée sur les deux prochaines années, ce qui aurait porté à \$448.25, au 1er avril 1975, le salaire hebdomadaire des reporters avec quatre années d'expérience et plus.

Cette grève n'affecte pas les autres syndicats représentant les employés du journal et la Guilde a d'ailleurs promis de ne pas établir de piquets de grève et de ne pas faire de l'obstruction devant les bureaux du journal.

Par ailleurs, les quelque 950 reporters, rédacteurs et photographes de l'agence de presse américaine UPI, membres du Syndicat des employés d'agences de presse, ont rejeté hier par 342 voix contre 249 les dernières propositions salariales de l'agence et ont décidé de poursuivre la grève déclenchée il y a 23 jours.

Le syndicat s'est dit toutefois surpris par ce scrutin et a demandé à ses adhérents de voter une nouvelle fois. Le syndicat estime en effet que l'écart entre les pour et les contre n'est pas assez important pour justifier la poursuite de l'épreuve de force contre la direction d'UPI.

Hausse du salaire minimum américain

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon a signé, hier, le relèvement de 44 pour cent en quatre ans du salaire minimum fédéral, voté par le Congrès.

C'est la première fois depuis six ans que le salaire minimum fédéral, qui bénéficie à 60 millions d'Américains, est relevé, mesure que "la justice sociale" imposait, a souligné le président.

Le salaire horaire sera porté entre le 1er mai prochain et le 1er janvier 1978, de \$1.60 à \$2.30, alors que 7 millions de salariés qui ne bénéficiaient pas jusqu'ici de

cette protection vont à leur tour être couverts.

fruits/légumes

(PC) — Prix payés aux producteurs du Marché central métropolitain pour les produits de première qualité. Ces prix sont fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

- FRUITS**
- Pommes: Cortland, \$4.75 à \$5.25 le boisseau, \$4.00 à \$4.25 huit cellos de 5 lb; Macintosh, \$6.50 à \$7.00 le boisseau, \$7.00 à \$7.25 pour huit cellos de 5 lb.
 - LEGUMES**
 - Betteraves: \$2.00 les 50 lb; \$1.50 les 25 lb; \$1.75 à \$2.00, 12 cellos de 2 lb.
 - Carottes: \$1.75 à \$2.00 les 50 lb; \$2.50 à \$2.75 les 24 cellos de 2 lb ou 10 cellos de 5 lb.
 - Laitue: frisée, \$5.00 à \$5.50.
 - Oignons: jaunes, moyens, \$2.25 à \$2.50 les 50 lb; \$4.00 à \$4.25 pour 24 cellos de 2 lb.
 - Panais: \$2.00 à \$2.25, 12 cellos de 2 lb, \$1.50 les 20 lb.
 - Pommes de terre: \$4.40 à \$4.50 les 50 lb.

Pour cette occasion bien spéciale

La Saulaie

Restaurant des gourmets Boucherville

sur les rives du Saint-Laurent

Reservations: 655-0434 655-5664

L'électronique, est-ce votre passe-temps? Aimez-vous la musique? Vous languissez dans un poste sans possibilités, à la merci de supérieurs qui ne vous valent pas?

Un avenir prometteur vous attend comme

Associé de commerce collectif, chez

Radio Shack

Tentez cette épreuve de compétence: 1—Pouvez-vous vendre avec conviction (si vous êtes vous-même achetés aux mérites d'un produit)? 2—Vos amis vous donnent-ils une bonne cote au chapitre du gros bon sens? 3—Connaissez-vous les notions de base de la comptabilité? 4—Vous intéressez-vous aux produits électroniques (audio)? 5—Etes-vous suffisamment doué pour diriger et motiver une équipe? 6—Aimeriez-vous concevoir des étalages attrayants tant aux vitrines que dans une succursale? 7—Etes-vous tout à fait bilingue? 8—Pouvez-vous trouver la somme minimale de \$8,000 comptant ou en garantie?

Si vous obtenez 8 sur 8:

NOUS POURRIONS VOUS CONFIER UNE NOUVELLE SUCCURSALE RADIO SHACK

Si vous voulez vous joindre à la première chaîne du monde en électronique audio, à celle dont la réussite est la plus évidente, communiquez avec:

DAVID D. WILSON, 101, Place Charles-Lemoyne, suite 1022, Longueuil (Qué.) J4K 2T3 — Tél.: 651-0889.

ECO-ECLAIR

- Celanese Canada Limitée** a annoncé hier l'approbation d'un programme d'expansion de \$9 millions pour sa division des tapis. Ce programme prévoit la construction d'une usine qui commencera à produire vers le milieu de 1975. Celanese fabrique les tapis tuffetés et tissés à son usine de Sorel, Qué., et on peut la compter parmi les plus importants producteurs canadiens de tapis. Celanese détient maintenant 52.4% du marché québécois du cidre comparativement à 41.4% l'an dernier. Les marques de commerce de la compagnie sont Le grand sec d'Orléans, la Cuvée Maisonneuve, le Gilbert Dionne "grande réserve", la Rosée Laurentienne, le Saguenay et le Double-Six. Noranda Mines Limited a fait l'acquisition de 547,705 actions ordinaires convertibles de classe "A" et de classe "B" de Fraser Companies, Limited, ce qui représente environ 23 pour cent des actions en circulation et elle a l'intention d'accroître sa participation à la limite maximale actuelle de 1,200,000 actions par l'intermédiaire d'achats sur les bourses de Toronto et de Montréal. Ce nombre d'actions donnerait à la Noranda 51 pour cent des actions en circulation. L'indice de l'or à la Bourse de Toronto a subi une baisse record hier de 44.9 points attribuable à une chute très forte du prix de l'or en barres en Europe. L'une des plus importantes banques de New York, la Bankers Trust a relevé son taux d'intérêt privilégiés à 10%, rattrapant ainsi le niveau record des taux appliqués à la fin de l'année dernière. Les ventes de voitures importées aux Etats-Unis se sont situées en mars à un niveau inférieur d'environ 30 pour cent à celui de l'année dernière. Elles ont en effet porté sur 125,461 véhicules contre 179,672 en mars 1973. Pour le premier trimestre de l'année, la chute des ventes a été de 20.9 pour cent, avec 363,557 automobiles contre 463,079 au cours de la période correspondante de l'année dernière.

RENDEMENT

9%

CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI DE 5 ANS

- Recevez votre intérêt tous les 6 mois. Dates de paiement souples. (Dépôt minimal: \$500) ou bien
- Laissez l'intérêt, composé semestriellement, s'accumuler jusqu'à l'échéance. (Dépôt minimal: \$500) ou bien
- Percevez votre intérêt par chèques mensuels. (Dépôt minimal: \$5 000. Taux réduit de 1/8% lorsque l'intérêt est versé mensuellement)

À vous de choisir!

Montreal Trust

Membre de la Régie d'assurance-dépôts du Québec. Pour renseignements, appelez-nous ou passez nous voir.

Appelez: M. WAYNE LE SAUVAGE à 695-5230

Adresse: CENTRE COMMERCIAL FAIRVIEW POINTE-CLAIRE

Appelez: M. RENÉ BELANGER à 861-1681

Adresse: 1, PLACE VILLE-MARIE, MONTRÉAL

Appelez: M. MICHEL GIROUARD à 351-9580

Adresse: CENTRE COMMERCIAL — RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL

Grandissez...avec nous... au Québec

Il y a actuellement au Québec une foule d'industries qui progressent grâce à des hommes tels que vous, pleins d'ambition et d'optimisme pour l'avenir. La Corporation Ivanhoe, filiale de Steinberg Limitée, vous offre aujourd'hui la possibilité de prendre une part active au développement du Québec. Elle possède, en effet, aux fins de vente ou de location, un vaste choix de terrains situés à proximité de municipalités progressives. Tous ces terrains se prêtent à divers projets, tels maisons de rapport, constructions résidentielles, parcs industriels, centres commerciaux, etc... Pour obtenir votre exemplaire de notre catalogue, écrivez ou téléphonez à M. Julio R. Cassiani, directeur du service de développement et de vente de terrains.

LA CORPORATION IVANHOE

1500, ave. Atwater, 16ième étage, Montréal H3Z 1X5
Tél: 931-9131 (poste 137-138)

Une filiale de

STEINBERG LIMITEE

RALSTON PURINA DU CANADA LTÉE

R.L. Gamelin, Président, Directeur général et récemment élu Président du Conseil d'Administration de Ralston Purina du Canada Ltée, annonce les changements suivants dans l'administration:

J.H. Stringham devient premier vice-président exécutif, avec juridiction directe des Services corporatifs, des opérations des aliments "Chows" en Ontario et de la division des Produits Avicoles.

N.E. Florakas est promu vice-président exécutif, avec la responsabilité des opérations des aliments "Chows" au Québec et dans les provinces atlantiques et de la division des aliments pour animaux familiaux.

E.W. Doherty a été nommé vice-président, division des aliments "Chows" pour l'Ontario.

D.L. Cole devient vice-président, division des Produits Avicoles.

Ralston Purina du Canada Ltée est au service des agriculteurs canadiens depuis 46 ans. Pour la première fois dans l'histoire de la Compagnie, c'est un Canadien, M. R. L. Gamelin, qui occupe la position de Président du Conseil d'Administration.



Lancée vers la fin des années 30, la cigarette Turret se présentait notamment dans cette forme d'emballage, au dessin typique de l'époque. Aujourd'hui, on l'offre dans un paquet blanc dont le lettrage est noir et rouge.

La cigarette Turret refait surface...

MONTEAL — Les cigarettes Turret, fabriquées par l'Imperial Tobacco, refont cette semaine leur apparition au Québec et l'on s'attend à ce que le paquet se vende cinq cents moins cher que les autres marques.

Le président des Produits Imperial Tobacco Limitée, M. L. Edmond Ricard, a déclaré que la compagnie voulait, par le lancement de Turret, faire face à la concurrence dans un secteur particulier du marché au Québec.

«Nos sondages ont prouvé que les fumeurs recherchent en général une cigarette de qualité à un prix moins élevé, a expliqué M. Ricard. Fait caractéristique, plusieurs fumeurs québécois s'attendent, en achetant leurs cigarettes, à acquérir des coupons ou à bénéficier d'un prix avantageux.

«En ce qui a trait aux con-

sommateurs éventuels des cigarettes Turret, a-t-il ajouté, ils pourront, au moment même de leur achat, jouir d'une réduction appréciable de prix de l'ordre de cinq cents par paquet.

«Bien qu'il ait fallu surveiller de près certains coûts de production pour être en mesure de faire pareille offre, la qualité des cigarettes Turret n'en a été nullement affectée», a encore souligné M. Ricard.

En effet, le paquet n'est lithographié qu'en deux couleurs — rouge et noir — et

le papier en aluminium qui enveloppe la cartouche est grenu et sans aucune impression. Cet emballage coûte beaucoup moins cher que le papier d'aluminium aux décorations chargées utilisé par les autres marques. La promotion de Turret se fera, par ailleurs, uniquement aux points de vente, c'est-à-dire là où les consommateurs achètent leurs cigarettes.

Les cigarettes Turret seront fabriquées à l'usine de l'Imperial Tobacco à Québec.

La nouvelle marque se vendra en paquets de 25 cigaret-

tes, les plus populaires au Québec. Disponibles à bout filtre seulement, elles sont offertes en formats régulier et «king size».

Les cigarettes Turret furent lancées pour la première fois sur le marché vers la fin des années 30. A cette époque, alors que 20 cigarettes d'autres marques coûtaient 20¢, l'on pouvait s'en procurer 22 pour le même prix. Fidèles en quelque sorte à leur tradition, les cigarettes Turret permettront aux consommateurs du Québec de fumer à bon marché une cigarette à bout filtre de haute qualité.

RAPPORTS FINANCIERS

White Consolidated Industries

Les profits de White Consolidated Industries, de Cleveland, qui a une usine à L'Assomption, ont été de \$35,3 millions ou \$2,75 en 1973 comparativement à \$30,1 millions ou \$2,22 en 1972. Les ventes ont été de \$728,1 millions en 1972 à \$825,6 millions l'année dernière.

Bovis Corp.

Les profits de Bovis Corp. de Toronto, ont augmenté de 60 pour cent en 1973. Les profits ont été de \$3,2 millions ou \$0,256 par action en 1973 comparativement à \$2

millions ou \$0,163 par action. Les revenus bruts de l'entreprise ont augmenté de 41 pour cent pour atteindre \$60 millions.

Monenco

La société Monenco Ltd. de Montréal, a réalisé en 1973 des profits nets de \$1,9 million soit \$1,31 par action, comparativement à des profits de \$1,3 million ou \$0,90 par action l'année précédente. Monenco, spécialisée dans le domaine de l'énergie, précise dans son rapport qu'elle a des contrats à travers tout le Canada et dans 15 autres pays.

HARRY I. CRAIMER GREENFIELD NOZETZ L'ECUYER & CIE

Comptables Agées

Harry I. Cramer, C.A. Saul Greenfield, C.A. Abe Nozetz, C.A. Ted Greenfield, C.A. Albert L'Ecuyer, C.A. William Hurwitz, C.A. Raymond Roy, C.A. Jean-Claude St-Laurent, C.A.

1450, City Councillors, Bureau 300, Montréal H3A 2E6. Tel. 845-7163

COMPAGNIE DE FIDUCIE NORD-AMERIQUE NOMINATION



Monsieur Marcellin Tremblay

La Compagnie de Fiducie Nord-Amérique annonce l'élection de M. Marcellin Tremblay au poste d'administrateur et de président du conseil. M. Marcellin Tremblay est président des compagnies Les Prévoyants du Canada, assurance générale, assurance-vie et de La Personnelle, Compagnie d'Assurance du Canada. Administrateur de différentes compagnies dont notamment Fonds Mutuel Prevest Ltée, Mark Hot Inc., M. Marcellin Tremblay est également membre du comité exécutif de l'Association canadienne des compagnies d'assurance-vie. La Compagnie de Fiducie Nord-Amérique est une filiale du Groupe Prenor Ltée.

NOMINATIONS KELLOG/SALADA



A. G. Langbo

H. C. Newton

R. J. Sowards

R. S. Davis

R. N. Judge

M. G. D. Robinson, président du conseil d'administration, et président de la Compagnie Kellogg du Canada, Limitée, et de Salada Foods Ltd., a annoncé les nominations ci-après lors de la réunion annuelle du conseil d'administration:

M. A. G. Langbo — Premier vice-président — Ventes et Marketing
M. H. C. Newton — Premier vice-président — Fabrication
M. R. J. Sowards — Premier vice-président aux finances
M. R. S. Davis — Vice-président directeur de la publicité
M. R. N. Judge — Vice-président et directeur des ventes

NOMINATIONS St-Arnaud



Jean-Claude Bertrand

Jean-Paul Emond

Monsieur Ernest St-Arnaud, président de Ernest St-Arnaud Inc., est heureux d'annoncer les nominations suivantes: M. Jean-Claude Bertrand, C.A. au poste de Contrôleur de la compagnie. Avant cette nomination, M. Bertrand était un associé de la maison Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, C.A.

M. Jean-Paul Emond au poste de Directeur de l'Informatique. Avant cette nomination, M. Emond occupait le poste de comptable de la compagnie.

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

DIVIDENDE NO 350

Un dividende de vingt-deux cents par action du Capital versé de cette Banque a été déclaré pour le trimestre courant, payable le ou après mercredi, le 1er mai 1974, aux actionnaires inscrits, à la fermeture des affaires, vendredi, le 29 mars 1974.

Par ordre du Conseil d'administration
GILLES CHARPENTIER
Directeur général
Montréal, le 12 mars 1974

Chanceux!

Oui, c'est vraiment la chance qui vous est offerte par Air Canada et Western Airlines en ce moment. Le chaud soleil d'Hawaii, les plages à perte de vue, les nouveaux amis à se faire, les grands hôtels, toute l'atmosphère enivrante et exubérante du Pacifique pendant 15 jours. Voilà votre chance. A compter de \$548 de Montréal, vous vous retrouvez au paradis. Ce prix comprend: le transport aérien aller-retour à Honolulu par Air Canada et Western Airlines; le séjour au Waikiki Marina, un hôtel de première classe pour 2 personnes; le rituel du lei à votre descente d'avion; les visites de Honolulu; les transferts aller-retour entre les aéroports et hôtels; la manutention des bagages; les taxes sur les services de l'itinéraire et les services d'un guide de l'agence SITA. Pouvoir profiter d'Hawaii pendant 15 jours, et à un prix aussi bas, c'est la chance de l'année.

Le paradis c'est ici

Veuillez, s'il-vous-plait, me faire parvenir la brochure "As de coeur Hawaii".

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

_____ est mon agent de voyages.

Adressez à: "As de coeur Hawaii" Air Canada
Case postale 598, Montréal, Québec H3C 2T7 M-3115F

On y va?
On y va!

AIR CANADA

9%

Intérêt annuel sur les Certificats de Placement Garanti de 5 ans.

Intégralement garanti par le Trust Royal pour la période du dépôt. Aucun honoraire. Taux sujets à confirmation.

Certificats de Placement Garanti. Trust Royal

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

BUREAUX A MONTRÉAL
630 ouest, boul. Dorchester 876-2525
4145 ouest, rue Sherbrooke (Westmount) 876-2306

6991, rue Saint-Hubert 270-1137
280, avenue Dorval (Dorval) 636-4740

AUTRES SUCCURSALES A QUÉBEC, SHERBROOKE ET TROIS-RIVIÈRES
REGARDEZ "THE NATIONAL DREAM" LES DIMANCHES A CBC

MONTREAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like Abibihi, Alga Gas T, etc.

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like Dumgill, Dumont, Dym, etc.

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like NA Asse, NA Are, Nordore, etc.

Comment s'y... retrouver?
Le lecteur trouvera dans la première colonne de ces cotes boursières le nom des compagnies publiques transigées sur le parquet boursier.

La deuxième colonne se réfère au nombre des actions transigées (ventes), la troisième au plus haut prix atteint au cours de la journée, la quatrième au plus bas prix durant la journée, la cinquième au dernier prix disponible de l'action et la sixième au changement par rapport au niveau de fermeture de la veille.

Le changement et les prix des actions sont indiqués en dollars et en fractions de dollar pour les plus importantes compagnies (1/4 équivaut à 12.5 cents par exemple) et en cents pour les petites compagnies.

Table titled 'INDICES A LA BOURSE DE MONTREAL' showing indices for Clôt. 8 avril, Haut 74, Bas 74, etc.

Table titled 'INDICES A LA BOURSE DE TORONTO' showing indices for Clôt. 8 avril, Haut 74, Bas 74, etc.

Table titled 'LA BOURSE EN BREF' with sections for MONTREAL VOLUME, FAITS SAILLANTS, MINES ET PETROLES, and TORONTO VOLUME.

Table titled 'INDICES DOW JONES' and 'INDICES STANDARD & POOR' showing various market indices.

TORONTO

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Large table of stock market data for Toronto, organized into columns A-B, C, D-G, H-L, M-O, and P-S.

Large table of stock market data for Toronto, organized into columns A-B, C, D-G, H-L, M-O, and P-S.

Large table of stock market data for Toronto, organized into columns A-B, C, D-G, H-L, M-O, and P-S.

MONTREAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like Bath Ind, Beckman, etc.

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like ICH Pharm, INA Co, Inger Ltd, etc.

Table of stock market data for Montreal, including columns for 'Ventes Haut Bas Fern. net' and various stock symbols like Prct Corp, Ralston P, Raym Int, etc.

Dow Jones de clôture
839.96 - 7.58

Total des ventes : 2,800,000

les obligations

PAR L'IDA ET RICHARDSON SECURITIES

LUNDI 8 AVRIL 1974

GOUVERNEMENT DU CANADA		INDUSTRIELLES		PROVINCIALES		MUNICIPALES		SERVICES PUBLICS	
Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
5 1/2, 1er déc.	1974 98 1/2 99	AG Trunk 8 1/2	1992 87 89	A.G. 7 1/2, 15 déc.	1991-87 86 1/2 87 1/2	Com. Ur. Mt 8 1/2, 1 mar	87 90	Alb. Gas 9 1/4	1990 101 102
7 1/4, oct. 1	1975 99 1/2 100 1/2	BNS Mfge 8 1/4	1979 68 99	Pr. N.B. 7 1/4 ms	1994-94 85 1/4 86 1/4	N.B.E. 8 1/2, 15 nov.	1992-96 90 92	Bel. Tél. 9 1/4, 14 août	1970 100 101
7, juillet 1	1978 91 92	BMR 7	1978 91 93	O. Hyd. 7 1/2, 18 sep.	1992-83 82 83 1/2			R. & C. 9 1/4, 1er jan.	1990 101 103
7 1/2, juin 1	1979 95 96	BC Forest 9	1978 91 93	Ont. Hyd. 8 1/4, 30m.	1995-90 96 1/2 97 1/2				
3 1/4, oct. 1	1979 80 1/2 81 1/2	C.P.W. 9 1/4	1994 87 1/2 89 1/2	Qué. 8 1/4, 15 sep.	1998-95 93 1/4 94 1/4				
6 1/4, avril 1	1980 92 1/2 93 1/2	CIBC 7 1/2	1993 93 1/2 95 1/2	Nan. Hyd. 8 1/4, 17d.	1998-93 90 1/2 91 1/2				
3 1/4, mars 15	1980 92 1/2 93 1/2	FCL 9	1989 98 99	M.-T. Tor. 8 1/4, 20 oct.	1993 90 92				
CN, 4 fév.	1981 77 79	HB Accept 8 1/4	1991 90 1/2 92 1/2	T.N. 8 1/4, 15 sep.	1994 94 1/2 95 1/2				
CN, 5 oct. 1	1987 74 76	IPL 8 1/2	1993 87 1/2 89 1/2	Man. T. 8 1/4, 1 mars	1999 95 97				
Parédroiel	1996 36 38	Labatt 9	1994 95 97	T.N.L. & P. 8 1/4, 15m	1999 93 95				
6 1/2, avril 1	1977 97 1/2 98 1/2	MTT 8 1/4	1993 93 95	Québec, 8 1/4, 1 m.	1999 92 94				
6 1/2, oct. 1	1995 83 85	TD Bank 7 1/2	1993 94 96						
		WTS 8 1/4	1991 84 1/2 86 1/2						
			1993 93 95						

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

LUNDI 8 AVRIL 1974

ACHATS		ACHATS	
Vente	Vente	Vente	Vente
Acrofund	1.19 1.31	Sav Inv Pret et Rev	6.83 7.50
Adanac	1.02 —	Sav Inv em Pret	8.29 9.31
A.G.F. Japan	11.17 12.27	Scudder North America	4.14 4.74
All Canadian Com	6.50 7.06	Spec	4.91 5.37
All Canadian Div	3.35 3.64	Taurus Fund	3.47 3.81
All Canadian 4000	4.35 4.73	XTech	5.90 6.47
All Canadian Energy	4.12 4.48	Templeton Growth	7.70 8.43
American Growth	4.43 4.87	Timed Investment	7.16 —
Andree Equity	5.21 5.70	Trust Gen. ("A")	11.09 —
Associate Investors	5.91 5.97	Trust Gen. ("B")	9.97 —
Beaubran	4.86 5.28	Trust Gen. ("H")	10.10 —
Canada Growth	10.28 10.82	United Accumulative	4.41 4.85
Canagex	7.29 7.67	United Accumulative Ret	1.28 1.41
Canagex Inter. Nat.	9.61 9.71	United Horizon	1.74 1.91
Canagex d'obligations	14.11 15.51	United Security	4.86 5.34
Cdn Gas Energy	4.83 5.30	United Venture	2.57 2.82
Cdn Investment	4.70 4.70	United Venture Ret	4.13 4.54
Cdn Scudder	5.28 5.80	Universal Savings Equity	7.56 8.64
Cdn Security Growth	17.86 18.80	Western Growth	5.45 5.80
Cdn South African Gold	12.07 12.37	Xanadu Fund	3.30 3.30
Cdn Trusteed	6.92 7.56	York Fund of Canada	4.41 4.79
Capital Growth	12.07 12.37	X — Fonds américains.	
Chase Fund	4.98 5.47		
Collective Mutual	13.44 —		
Commonwealth Intl	5.84 6.88		
Commonwealth Intl Lev	4.10 4.49		
Commonwealth Venture	6.12 6.73		
XCompetitive Capital	4.67 5.13		
Corporate Investors	6.58 7.15		
XChase Fund	10.14 11.11		
Collective Mutual	5.56 —		
Dominion Compound	6.35 7.22		
XDreyfus Inc.	6.26 6.88		
XDreyfus Intl	19.75 21.58		
Eaton Viking	7.34 8.02		
Educator's Equity	5.24 5.40		
Entara Investment	4.31 4.84		
Executive Fund Cdn	4.25 —		
Executive Intl Inv	4.29 —		
Fidelity Trend			
Fonds Collectif A			
Fonds Collectif B			
Fonds Collectif C			
Fonds Desjardins A			
Fonds Desjardins B			

ACHATS		ACHATS	
Vente	Vente	Vente	Vente
8.29 9.11	6.83 7.50		
8.42 9.26	8.29 9.31		
2.94 3.23	4.14 4.74		
32.48 —	4.91 5.37		
7.15 7.86	3.47 3.81		
9.3 10.2	5.90 6.47		
7.84 —	7.70 8.43		
6.15 6.15	7.16 —		
4.80 5.27	11.09 —		
15.23 16.74	9.97 —		
5.29 5.81	10.10 —		
11.89 12.99	4.41 4.85		
5.48 5.99	4.93 5.49		
5.09 7.75	1.28 1.41		
5.68 6.21	1.74 1.91		
5.53 6.04	4.86 5.34		
4.74 6.29	2.57 2.82		
4.82 5.29	4.13 4.54		
18.52 20.30	7.56 8.64		
3.29 3.61	5.45 5.80		
2.84 3.11	3.30 3.30		
12.48 13.64	4.41 4.79		
3.08 3.37			
2.82 3.08			
4.64 5.07			
5.99 6.58			
10.05 11.05			
2.98 3.28			
5.05 5.57			
14.92 15.60			
4.73 5.20			
5.07 5.57			
5.31 5.84			
4.46 4.90			
14.12 —			
6.07 6.63			
5.14 —			
3.42 —			
7.43 7.43			
11.93 12.17			
4.52 4.97			
8.62 9.42			
4.33 4.75			
7.31 7.99			
5.69 6.21			
6.13 6.70			
9.16 10.01			
2.47 —			
8.38 —			
6.76 7.03			
5.01 5.22			

AMERICAINES

PAR LA PRESSE CANADIENNE

LUNDI 8 AVRIL 1974

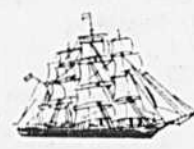
ACHATS		ACHATS	
Vente	Vente	Vente	Vente
14 19 4 1/2	4 1/2 4 1/2	UN Asbes	10 18 3 1-16 3 1-16 3 1-16
4 68 5 1/4	5 0 0	Utah IdS	30 2 12 12
12 141 32 1/4	30 30 1/4	Wr Harg	162 2 7-16 2 1/4 2 5-16
19 398 20 1/2	19 19 1/2		
21 24 19	18 1/2		
Hartz Mt	23 134 4 1/4		
Imp Oil	18 119 7 1/4		
Lk Shore	16 14 14		
Moly wt	4 4 2 1/4		
Neonex	5 5 16 1/2		
NY Time	6 4 10 1/4		
NCdn Oils	12 70 5 1-16 4 15-16 4 15-16		
Preston	5 5 16 1/2		
Quebecor	10 2 12 1/2		
Rio Algm	7 1 32 1/2		
Scur Rain	43 76 27 1/2		
Syntex	24 2823 4 1/4		

ACHATS		ACHATS	
Vente	Vente	Vente	Vente
10 5 2 1/4	2 1/4 2 1/4		
8 4 3 1/4	3 3 1/4		
15 89 11 1/4	10 1/2 10 1/2		
4 31 17 1/2	17 1/2 17 1/2		
6 128 8 1/4	7 1/2 7 1/2		
11 2 2 1/2	3 1/2 3 1/2		
6 32 17 1/2	17 1/2 17 1/2		
3 14 21	20 1/2 20 1/2		
20 37	40 1/4 39 1/4		
10 1 27 1/2	27 1/2 27 1/2		

RECHERCHONS BUREAU D'ASSURANCES
 Courtier d'assurance, bien établi dans Montréal et la région, serait intéressé à acquiescer le portefeuille d'assurances d'un bureau d'occupant d'assurances généralistes. Conditions d'acquisition à convenir. Toutes réponses demeureront strictement confidentielles.
 Écrire CASE 14,447 LA PRESSE

L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS

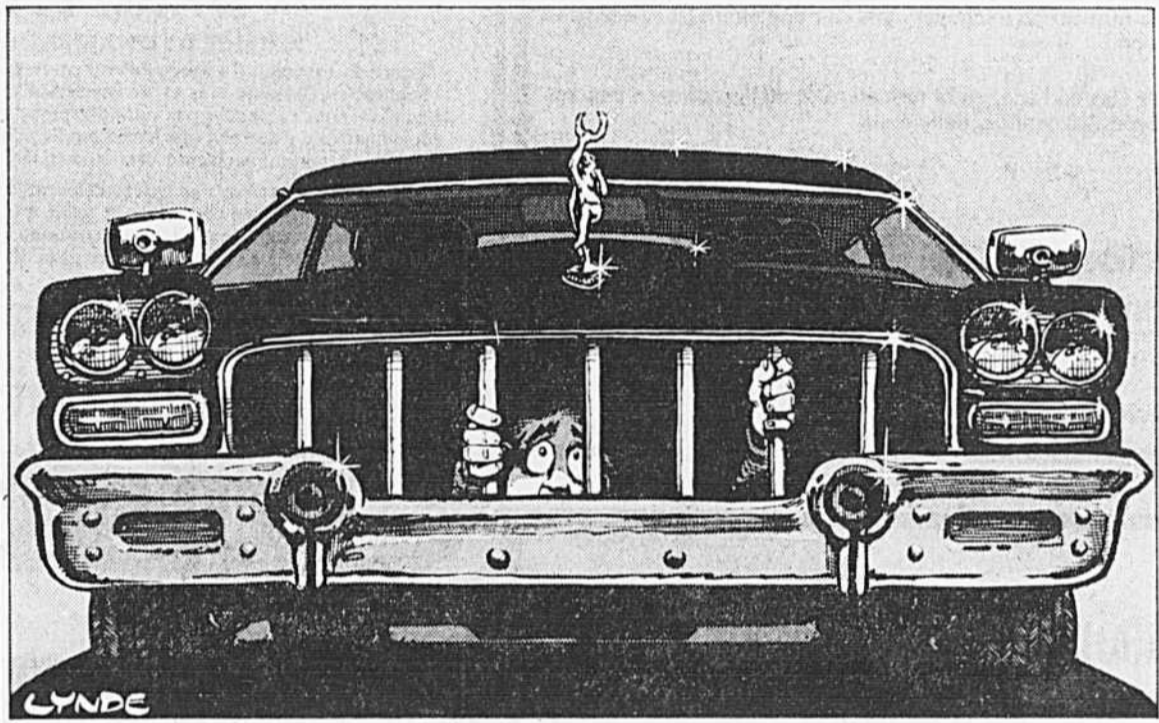
Armand Cadotte
 Lors de l'assemblée générale annuelle de L'Assurance-Vie Desjardins, tenue le 13 mars dernier, M. Armand Cadotte, gérant de la Caisse populaire Notre-Dame de la Paix de Verdun, a été élu au Conseil d'administration.
 M. Cadotte est de plus membre de la commission de crédit de l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins et de celle de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins ainsi qu'administrateur de l'Association Coopérative Desjardins et de la Société de Gestion d'Aubigny.

LES MEILLEURS FRUITS DE MER
MOBY DICK'S BAR-LOUNGE
 pour le lunch tous les jours le 5 à 7

Le Pavillon de l'Atlantique
 1454A, PEEL
 849-1368

NOMINATION CHEZ FALCONBRIDGE

Jean Boissonnault
 La nomination de Jean Boissonnault au poste de gérant de l'exploration, Québec, vient d'être annoncée par Falconbridge Nickel Mines Limited. Diplômé en 1965 de l'École Polytechnique de Montréal, M. Boissonnault détient une maîtrise ès génie géologique. Jusqu'à son entrée au service de Falconbridge, il s'occupait d'exploration et de mise en exploitation pour d'autres compagnies minières canadiennes de l'est du Canada. M. Boissonnault aura ses bureaux au 2336, chemin Ste-Foy, Québec, Qué.

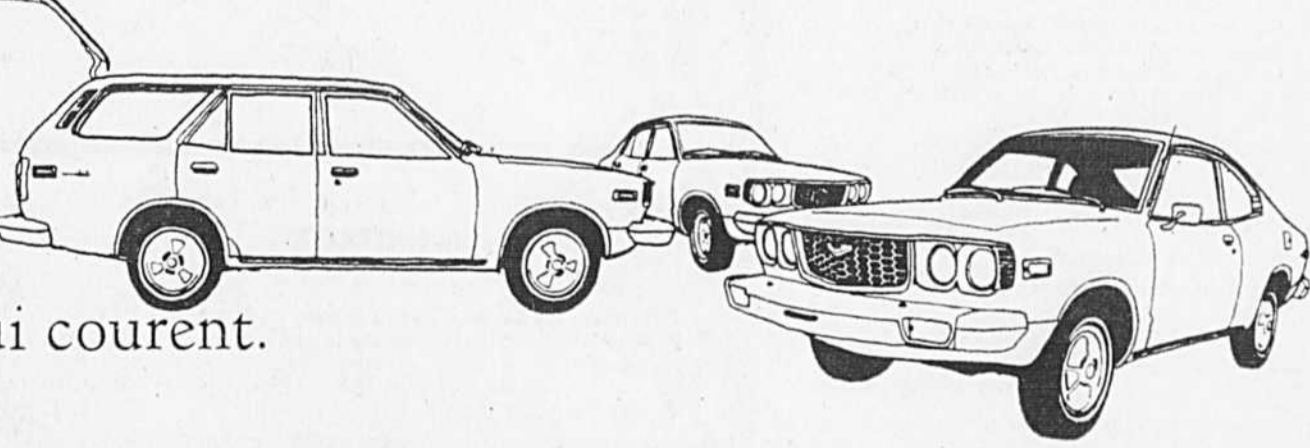
La Mazda 808 ou l'aubaine de quelque trois mille dollars qui vous libérera.



essence. Et lorsqu'elle file, la 808 ne se laisse pas damer le pion. L'intérieur est des plus confortables et votre petite famille s'y sentira plus à l'aise grâce à la console centrale, à la ventilation intégrale, aux sièges baquets avant inclinables et aux servo-freins avant à disques. Choisissez un modèle sedan, coupé ou familiale, à partir de seulement \$3299. Vous verrez que de nos jours, il y a encore au moins une

\$3299 vraie bonne aubaine.

La Mazda 808, une voiture des plus pratiques par les temps qui courent.



De nos jours, on dépense de plus en plus pour des choses qui causent plus de problèmes que d'agrèments. La MAZDA 808 vous fera perdre cette mauvaise habitude car elle est aussi pratique qu'économique. Son moteur 1600 cc à cames en tête est fiable, même avare de son

*Le prix au détail suggéré par le fabricant est p.o.e. (port d'arrivée) Moncton, Montréal, Toronto et Vancouver et n'inclut pas les frais de préparation, l'essence, taxe de vente provinciale ou le transport local, s'il y a lieu.

- G. Bergeron Automobile Inc. 1820, avenue Dollard, La Salle: 363-7223
- Blondin Automobile Ltée 3722 est, boul. Gouin, Montréal: 324-9100
- JAC Auto Enrg. 14200 ouest, boul. Gouin, Pierrefonds: 626-7171
- Heritage Motors 4430 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal: 933-3675

- Fabreville Auto Inc. 4010, boul. Dagenais, Fabreville: 622-3434
- Louis Léonard Auto Inc. 1237, boul. des Laurentides, Vimont: 382-3470
- Saint Constant Auto Ltée 48 St-Pierre, St-Constant: 632-0700

- Terrebonne Auto Centre Enrg. 802, boul. des Seigneurs, Terrebonne: 666-4170
- Garage Blanchette Inc. 900 ouest, rue St-Laurent, Longueuil: 677-6347
- Dorion Auto Centre (1972) Inc. 220, boul. Harwood, Dorion: 455-9391
- Armand Quévlin Auto Ltée 4219, boul. Lévesque, Chomedey: 688-4787

CARRIÈRES et PROFESSIONS



Vérificateurs Internes

La Northern Electric, entreprise multinationale en pleine croissance, vouée à la fabrication de matériel électronique et de télécommunications (avec un chiffre d'affaires de plus de \$600 millions), vous offre l'occasion unique d'acquiescer, dans le domaine de la comptabilité industrielle, une expérience valable, susceptible de déboucher sur des promotions intéressantes.

Le poste: en résidence à Montréal, le titulaire sera directement responsable de la réalisation de projets concrets, de la conduite de programmes de vérification des comptes d'exploitation et de gestion financière au siège social, dans nos usines et auprès de nos filiales. Il sera chargé de préparer, à l'intention de la haute direction, des rapports préconisant des changements propres à renforcer le contrôle interne de gestion et à améliorer la bonne marche de l'entreprise.

Le (la) candidat(e): doit obligatoirement être membre d'une association reconnue de comptables (c.a., r.i.a., c.g.a.) et pouvoir envisager des déplacements en divers endroits du Canada et des Etats-Unis. Connaissance des deux langues indispensables.

Si la perspective d'œuvrer au sein d'une entreprise en plein essor, axée sur l'excellence et la rentabilité, suscite votre intérêt, n'hésitez pas à nous contacter. Adressez votre curriculum vitae, en précisant votre expérience, votre formation et la rémunération souhaitée, à:

D. H. Cooke,
Dossier 74-13
Directeur du recrutement,
Compagnie
Northern Electric,
Limitée,
Boîte postale 6123,
Montréal, Qué.
H3C 3J5



COMPAGNIE
Northern Electric
LIMITÉE

INGÉNIEUR INDUSTRIEL

Fabricant important de portes industrielles a un poste vacant pour une personne bilingue ayant une formation solide en génie industriel. Connaissance approfondie en soudure, rollforming, usinage, contrôle des coûts et planification de production.

INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

Nous recherchons également une personne jeune et agressive pour prendre charge de la recherche et du développement et pour aider le département de fabrication à implanter des améliorations.

LE CANDIDAT devra posséder un degré d'ingénieur ou équivalent et devra avoir plusieurs années d'expérience en "design" et en fabrication. Il sera aussi versé dans la technique moderne d'assemblage applicable au machinage en général, rollforming, estampillage et soudure.

Seules les personnes ayant les capacités et les qualités requises sont priées de répondre.
SALAIRE: Proportionnel aux connaissances et à l'expérience.

Veuillez envoyer votre "curriculum vitae" et une photo récente à:

M. W. G. Timoschuk, V.-P.,
AMBASSADOR MANUFACTURING CO.
175 Upper Edison
St-Lambert, P. Québec
G4R 2R3

LE CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE L'AGGLOMÉRATION DE TORONTO

requiert pour septembre 1974 les services de

30 PROFESSEURS DE FRANÇAIS (langue seconde)
de la 1^{re} à la 8^e année

Les candidats doivent posséder l'équivalent d'un brevet d'enseignement de l'Ontario et ils devront suivre le cours d'été offert par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario à Toronto ou à Ottawa afin d'obtenir le brevet (teaching French to English-speaking pupils).

M. V. Lapointe coordonnateur de l'enseignement du français sera au CHATEAU FRONTENAC les 18-19-20 avril 74 pour accorder rendez-vous aux intéressés.

Vous pouvez également écrire à:

M. F. A. McDonell
Surintendant du personnel enseignant
146 Laird Drive
Toronto 17, Ont. M4G 3V8
M. J. A. Marrese M. B. E. Nelligan
président, surintendant des écoles

GÉRANT DE PIÈCES

Dynamique concessionnaire Ford de la région métropolitaine est à la recherche d'un gérant de pièces immédiatement.

Le candidat qui nous intéresse doit avoir des qualifications suivantes:

- Actuellement gérant de pièces ou assistant-gérant et qui se sent prêt à assumer de nouvelles responsabilités;
 - Bilingue;
 - Ambitieux et agressif.
- Salaire selon compétence, bénéfices marginaux usuels, voiture neuve fournie.

Veuillez faire parvenir votre "curriculum vitae" complet ou contactez

LE SALON FORD VENTE LTÉE
1150, Laurentien
332-3850
M. H. Wiczorek

OCCASIONS INTÉRESSANTES DANS LA PUBLICITÉ AU DÉTAIL

A cause d'une expansion rapide des affaires, un important magasin départemental requiert les services de:

DESSINATEUR/TRICE DE MODES

avec expérience dans le dessin de modes de vêtements pour hommes, femmes et enfants.

RÉDACTEUR/TRICE FRANÇAIS/E

Doit avoir de l'expérience en publicité parlée et écrite. Une connaissance de l'anglais serait un atout.

Vous travaillerez dans une atmosphère agréable avec des gens plaisants.

Salaire selon l'expérience et la compétence

Pour une entrevue, téléphonez à:
LYSE BEAUDRY, 842-8571

LA CORPORATION ADMIRAL DU CANADA LTÉE

recherche un

GÉRANT DE SERVICE

POUR DÉPARTEMENT DE TÉLÉVISION

Le candidat doit être technicien diplômé, doit être bilingue, doit posséder de l'expérience dans la direction d'un département de service, doit posséder sa propre voiture.

Faire parvenir Curriculum Vitae par écrit seulement à:

1250 DE LA JONQUIÈRE
QUÉBEC, P.Q. G1N 3X3

CONSEILLER COMPTABILITÉ DE GESTION

Nous cherchons à ajouter à notre équipe de conseillers un professionnel expérimenté en comptabilité de gestion.

Cet expert-conseil mettra à contribution sa compétence à l'élaboration de systèmes d'informations comptables et administratives (M.I.S.), de budgétisation et de prix de revient. Il participera en outre à des études d'analyse, de planification et de contrôle financiers.

Détenteurs d'une certification comptable professionnelle, les candidats que nous voulons intéresser sont bilingues et diplômés universitaires. Ils possèdent une expérience d'au moins trois ans de la comptabilité analytique et des systèmes d'informations comme instrument de gestion et de prise de décision. Leur habileté à solutionner des problèmes complexes et leur motivation à innover dans leur domaine seront à la base de leur réussite en consultation.

Toutes les demandes faisant état de l'âge, de la formation et de l'expérience devront être faites par écrit et seront traitées confidentiellement.

Référence, dossier 1013.

Woods, Gordon & Cie

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

630 ouest, boul. DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration.

Directeur général Commission Scolaire

Notre client, la Commission Scolaire de Châteauguay, qui donne de l'enseignement au niveau élémentaire à environ 5.000 élèves, regroupés dans huit écoles, recherche un directeur général.

Le titulaire est responsable, conformément aux dispositions législatives, d'exécuter les décisions du conseil des commissaires. Pour ce faire, il dirige l'administration, voit à la réalisation des étapes du processus de gestion et assume la responsabilité de l'ensemble des champs d'activités de la commission.

Les candidats doivent posséder une formation universitaire exigeant 17 années de scolarité ou plus et avoir une expérience d'au moins trois ans dans un poste de cadre au niveau 1 (directeur de service) ou dans un poste présentant des responsabilités équivalentes. Ils sont bilingues et ont une compétence administrative reconnue. Ils ont des attributs de leadership et une approche administrative flexible. La rémunération dépendra de l'expérience des candidats et pourrait être supérieure à \$20.000.

Toutes les demandes, faisant état de l'âge, de la formation et de l'expérience, devront être faites par écrit et seront traitées confidentiellement.

DUFRESNE, McLAGAN, DAIGNAULT INC.

Conseillers en administration
630 ouest, boulevard Dorchester
Montréal, Québec H3B 1T9

Référence, dossier no 9465

CENTRE HOSPITALIER

POUR MALADIES LONGUE DURÉE (200) lits

demande

1. INFIRMIÈRES AUTORISÉES soit de jour, soir ou nuit.
2. AUXILIAIRES LICENCIÉES pour tous les horaires.

S'adresser à: Directrice des soins infirmiers
CENTRE HOSPITALIER ST-GEORGES
1205 rue Labelle
849-1357

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTRÉAL

recherche

RESPONSABLE DE LA PAIE

FORMATION ACADEMIQUE:
Diplôme d'études collégiales en sciences administratives ou l'équivalent;
Cinq (5) années d'expérience pertinente.

Faire parvenir -curriculum vitae- à:

CASE 14,475 LA PRESSE

VENDEUR

Jeune homme agressif âgé de 25 à 35 ans qui désire se tailler une carrière de vente avec une compagnie internationale. Salaire plus commission, allocation d'automobile, bénéfices marginaux.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

CASE 14466 LA PRESSE

POSTES DISPONIBLES

HÔPITAL DE L'UNGAVA — FORT CHIMO — NOUVEAU-QUÉBEC

Cet hôpital a une capacité de 11 lits. La population de Fort-Chimo est de 770, dont 649 Inuit. Les cinq villages satellites ont une population variant de 100 à 300 personnes et, dans chacun d'eux, une infirmière autorisée y dispense les soins préventifs et curatifs.

POSTES	FONCTIONS	EXIGENCES	TRAITEMENTS
DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> • Exercer la médecine générale • Assumer les responsabilités de directeur des services professionnels • Diriger et superviser les services infirmiers et sanitaires des infirmières des postes dans la région de l'Ungava. 	<ul style="list-style-type: none"> • Médecin diplômé, membre du Collège des Médecins de la Province de Québec. • Bonne connaissance des langues française et anglaise. • Engagement minimal d'un an. 	<ul style="list-style-type: none"> • Salaire selon expérience. • Prime nordique. • Allocation pour charges spécifiques. • Supplément pour conditions particulières de travail.
TECHNICIEN(NE) EN LABORATOIRE MÉDICAL	<ul style="list-style-type: none"> • Assumer la responsabilité du laboratoire médical. • Faire toutes les analyses prescrites par le médecin. 	<ul style="list-style-type: none"> • Diplômé(e) en technologie médicale. • Bonne connaissance des langues française et anglaise. • Engagement minimal d'un an. 	<ul style="list-style-type: none"> • Selon expérience et qualifications. • Prime nordique.
INFIRMIER(E) HYGIENISTE	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer les programmes d'hygiène à court et à long terme. • Participer à la formation du personnel infirmier en hygiène. • Diriger et superviser le travail du personnel du département. 	<ul style="list-style-type: none"> • Licence A.I.P.Q. • Post-scolaire en hygiène ou expérience pertinente. • Bonne connaissance des langues française et anglaise. • Engagement minimal d'un an. 	<ul style="list-style-type: none"> • Selon expérience et qualifications. • Semaine de travail de 40 heures. • Prime de responsabilité. • Prime nordique.

Faire parvenir offre de service et curriculum vitae d'ici le 26 avril 1974 à: Mademoiselle Francine Dupont
Service des Affaires sociales
Direction générale du Nouveau-Québec
Ministère des Richesses naturelles
1530, boul. de l'Entente
Québec, Qué.
G1A 1P3
Tel.: 643-4645

fonction publique municipale

COORDONNATEUR D'ANALYSES

CENTRE D'INFORMATIQUE

Nature de l'emploi: Sous la responsabilité du chef analyste, le titulaire dirige une équipe d'analystes et de programmeurs affectée à l'analyse, au développement, à l'implantation et à l'entretien de systèmes administratifs traités par ordinateur. Il doit définir avec le service requérant un plan directeur de mécanisation; rédiger et présenter les solutions préconisées; effectuer les études préliminaires; administrer les phases de planification et de coordination; conseiller le service au point de vue gestion et informatique. Il doit également contrôler l'utilisation des ressources en équipement et matériel mises à sa disposition.

Qualités requises: Détenir un diplôme universitaire en sciences, génie ou administration. Plusieurs années d'expérience progressive dans le domaine de l'informatique dont une partie plus particulièrement axée sur l'analyse et le développement des systèmes administratifs.

Traitement: \$17.415-\$20.455, selon les qualifications du candidat.

OFFICIER DE RELOGEMENT

SERVICE DE L'HABITATION ET DE L'URBANISME

Nature de l'emploi: Au moyen d'entrevues et d'enquêtes, effectuer des travaux incluant l'application des politiques et processus établis quant au relogement et à l'indemnisation des personnes déplacées par suite d'expropriation ou de mise en oeuvre de programmes municipaux ou d'autres organismes publics ou para-publics: programmes détaillés de rénovation, programmes d'amélioration de quartier, d'habitation du code du logement, etc.

Qualités requises: Avoir complété des études au niveau secondaire. Un certain nombre d'années d'expérience pertinente et reliée à la nature de l'emploi. Une combinaison d'instruction et d'expérience reliée à la nature de l'emploi et jugée suffisante pourra aussi être considérée. Au moins 25 ans à la date de la nomination.

Traitement: \$9.084-\$10.829.

S'inscrire au moyen du questionnaire "demande d'emploi" qui s'obtient au Service du Personnel, bureau 416 à l'Hôtel de Ville, 275 est, rue Notre-Dame et le retourner accompagné des documents requis (originaux). Téléphone 872-3236 ou 37. DANS TOUS LES CAS, LES CANDIDATS DOIVENT PARLER ET ÉCRIRE LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS, POSSEDER LES QUALITÉS PERSONNELLES APPROPRIÉES ET JOUIR D'UN ÉTAT PHYSIQUE SATISFAISANT.

VILLE DE MONTRÉAL

Fonction publique Canada / Public Service Canada

CONCOURS OUVERT ÉGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

DIRECTEUR DE LA RECHERCHE

Service canadien des pénitenciers
Centre médical régional
Abbotsford (C.-B.)

Traitement jusqu'à:
\$19,269

FONCTIONS: Diriger la division de la recherche du centre médical régional; établir, diriger et évaluer les programmes de recherche dans les domaines de la psychiatrie, de la psychologie, de la criminologie et de la sociologie; préparer les rapports et les articles à publier; participer aux programmes d'éducation du personnel du centre médical.

CONDITIONS DE CANDIDATURE: Les candidats doivent être titulaires d'un doctorat en psychologie décerné par une université reconnue.

EXIGENCES LINGUISTIQUES: La connaissance de l'anglais est essentielle pour ce poste.

MODALITÉ D'INSCRIPTION: Présentez votre "Demande d'emploi" (PSC 357-401), que vous pouvez obtenir aux bureaux de poste, Centres de la main-d'œuvre du Canada et aux bureaux de la Commission de la Fonction publique, veuillez faire parvenir une copie officielle de vos relevés de notes aux niveaux gradué et sous-gradué et faites-la parvenir à l'adresse suivante:

CADRES SOCIO-ÉCONOMIQUES
COMMISSION DE LA FONCTION DU CANADA
TOUR "A", PLACE DE VILLE
OTTAWA (ONTARIO) K1A 0M7

Référence à rappeler: Concours no. 74-492-3
Les dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

DESSINATEUR PIGISTE d'esquisses et illustrations

Notre service de création artistique demande un artiste capable de créer des esquisses suscitant la vente et de les transformer en travail d'artiste fini. (A temps partiel).

Telephoner pour rendez-vous à:
MACLEAN-HUNTER LIMITEE
845-5141

CASGRAIN & CHARBONNEAU LTÉE REPRÉSENTANT HOSPITALIER

Territoire: Abitibi — Laurentides

Hull — Ottawa

Le candidat devra être âgé entre 25 et 35 ans, posséder certificat d'un CEGEP et être parfaitement bilingue. Salaire selon expérience dans le domaine médical et hospitalier.

Envoyer curriculum vitae à: Hugues L'Africain
445, boul. St-Laurent
Montréal, P.Q.
H2Y 2Y8

VANCOUVER

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of market data for Vancouver, including sections for Mines, Industrielles, and various commodity prices.

les grains

Table of grain market data, including sections for LUNDI 8 AVRIL 1974, MARCHÉ A TERME, and various commodity prices.

CALGARY

Table of market data for Calgary, including sections for MARCHÉ A TERME, MARCHÉ AU COMPTANT, and various commodity prices.

les bestiaux

Table of livestock market data, including sections for LUNDI 8 AVRIL 1974 and various commodity prices.

le dollar

Table of dollar market data, including sections for MONTREAL and NEW YORK, and various commodity prices.

le dollar

Table of dollar market data, including sections for MONTREAL and NEW YORK, and various commodity prices.

Dans le cas des veaux destinés à l'abattoir, la demande était modérée et les transactions étaient relativement peu nombreuses...

l'or à terme MARCHÉ DE WINNIPEG OUVERT, HAUT BAS CLOT. Avril 198.50 - 182.50

RALSTON PURINA DU CANADA LTÉE



G.E. Hartley, P. Hughes, C.L. Moxley, R.C. Cole. M. R.L. Gamelin, Président, Directeur général et Président du Conseil d'Administration de Ralston Purina du Canada Ltée...

CARAVANE VARIAN advertisement for computer systems, including contact information and a list of features.

ARCHIVEX advertisement for document storage and archiving services, featuring a large 'A' logo and descriptive text.

BREVETS advertisement for patent services.

PATEXPO - IRAN advertisement for a trade mission to Iran.

Textual content for the PATEXPO - IRAN advertisement, detailing the mission's objectives and participants.

Form for M. Vito Altavilla, Patents International Affiliates (Canada) Ltd., including contact details and a request for information.

Mappins advertisement for diamonds, featuring images of diamond rings and text emphasizing quality and expert evaluation.